

Déclaration préalable de la FSU 88 au CTSD du 7 juin 2016.

La réussite des élèves ne peut se réduire à une simple modification des rythmes scolaires.

Programmes, effectifs par classe, formation continue, conditions de travail : pour la FSU 88, il est grand temps de s'attaquer aux vrais sujets.

Le mois dernier, le lien presque mécanique entre apprentissage et rythmes scolaires a de nouveau été avancé dans le débat public. Mais, qu'en est-il objectivement ? A ce jour, aucune étude n'a montré que le facteur « nombre de jours d'école dans la semaine » pris de manière isolé jouait, à lui seul, sur la réussite des élèves.

Avant la réforme Darcos, 25 % des élèves étaient à quatre jours avec des vacances raccourcies et des résultats (évaluations CE2 et 6ème) ni moins bons, ni meilleurs qu'ailleurs. De plus, les résultats en baisse révélés par PISA, sont ceux d'élèves de 15 ans qui ont tous fréquentés l'école primaire quand elle était organisée majoritairement sur 4,5 jours, avant 2008. Tout le monde crierait à la caricature, à juste titre, si d'aucun s'aventurait à en conclure que la semaine à 4,5 jours est néfaste pour la réussite des élèves.

Tout n'est pas qu'une affaire de rythmes. Pour la FSU, il faut traiter des vraies priorités. Aujourd'hui, un jeune sur cinq ne maîtrise pas correctement la lecture à l'issue de sa scolarité. Près d'un tiers des collégiens en éducation prioritaire éprouvent des difficultés face à l'écrit, contre un quart il y a 10 ans. Notre école doit avoir les moyens de travailler aux conditions pédagogiques de la réussite. Il est d'ailleurs incompréhensible que la révision des temps et celle des programmes scolaires (qui a été repoussée à 2016 pour l'élémentaire) n'aient pas été traitées ensemble.

L'école primaire française se distingue par un nombre d'élèves par classe bien au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE. C'est ainsi qu'on n'y compte que 5 enseignants pour 100 élèves alors que le ratio en Finlande est proche de 6,5 et qu'en Italie ou en Norvège, il est compris entre 7 et plus de 9. Une classe maternelle française sur deux compte 25 élèves et plus et dans près de 7 400 classes, 30 élèves et plus. La diminution des effectifs par classe et le renforcement conséquent de l'aide aux élèves en difficulté sont aujourd'hui deux nécessités incontournables.

De même, qui peut croire que l'on « refondera » l'école sans offrir une vraie formation continue aux 330 000 professeurs des écoles ? Oui, il faut le dire : elle a quasiment disparu ! Scolarisation des tout-petits, développement du langage, apprentissage de la lecture, de la numération, développement sensoriel, moteur, artistique des élèves... tout cela ne s'improvise pas et requiert des savoirs professionnels de haut niveau régulièrement remis à jour. En 2013, un rapport de l'Inspection générale pointait du doigt une formation continue des enseignants du premier degré « insatisfaisante et rare ». Or, aucune amélioration n'est prévue pour la rentrée prochaine dans notre département.

En outre, La FSU demande que les enseignants qui doivent se concerter avec leurs collègues d'ULIS, ou avec les PDMQDC puissent le faire sur leurs heures d'APC.

Dans certains collèges vosgiens, la rentrée 2016 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices pour les collègues du second degré. En effet, 3 collèges doivent être fermés à la rentrée 2017. La manière dont la nouvelle fut annoncée montre le mépris des instances face à ses agents, aux familles et aux élèves, et révèle surtout une absence de tout dialogue. Comment parler de dialogue social quand le choix et l'annonce faits, selon le président du conseil départemental, en concertation avec le DASEN, ont lieu avant la réunion du comité de pilotage ? La fermeture de ces trois établissements est la chronique d'une mort annoncée de ces territoires déjà fortement impactés par la crise et la désertification des services publics.

Enfin la fermeture de ces sites pose la question du reclassement des personnels (enseignants et CPE, AED, agents techniques et administratifs) en carte scolaire avec un mouvement déjà bloqué voire sinistré dans certaines matière et la qualité de l'enseignement (augmentation du nombre d'élèves par classe, allongement du temps de transport des élèves et fatigue supplémentaire). La FSU sera aux côtés des personnels et des parents pour faire entendre leur voix et revendiquer le droit à une éducation nationale de qualité. Le Président de la République dans son programme ne voulait-il pas mettre la jeunesse au centre de ses préoccupations ? La FSU, combative pour un service public de qualité pour tous au nom des valeurs d'égalité et de solidarité, ne peut concevoir l'abandon du processus démocratique face à des enjeux d'une telle importance.

Il est plus que temps de traiter des vrais enjeux de notre école et de répondre aux vraies préoccupations professionnelles des enseignants : les conditions d'apprentissages des élèves et les conditions de travail des personnels. Oui, l'école a besoin de réformes. Mais, il faut les prioriser et mettre rapidement en œuvre celles qui sont déterminantes pour la réussite de tous.